

« Maurice, Maurice, Maurice ! », la salle, debout, acclame son nouveau président selon des rites tristement célèbres et, pourtant, le lendemain, Cl. Fuzier, dans le « Populaire », parlait « d'ouverture ». Le XVII^e Congrès du P.C.F. a fait couler beaucoup d'encre et suscité des réactions contradictoires, certains y voyant déjà des signes de rénovation.

Ce Congrès de « renouveau » a été précédé par une série d'exclusions, que ce soit celle des « pro-chinois » de Marseille ou de Clichy, celle d'un dirigeant du Pas-de-Calais, ancien membre du C.C., Roger Pannequin, ou celle de Druart, du Maine-et-Loire, coupables d'avoir adhéré au Comité de réhabilitation d'André Marty.

Néanmoins, ce qui n'est acceptable qu'en « régime socialiste » : le vote secret, est devenu une institution officielle dans ce parti qui, aujourd'hui, apparaît encore comme un des plus sclérosés du monde. Ces contradictions apparentes relevées, voyons ce qui s'est produit. Y a-t-il eu vraiment des changements importants ? La ligne politique se trouve-t-elle modifiée ? Le parti est-il transformé ?

Pour bien apprécier la situation, il est nécessaire de situer le contexte politique dans lequel s'est déroulé ce Congrès. Depuis quelques années, le P.C.F. se trouve confronté à une réalité nouvelle.

Face au gaullisme, il devient difficile de proposer des réformes comme sous la IV^e République. La classe ouvrière ressent de plus en plus la né-

Après le 17^e congrès

LE P. C. F. EST-IL ENCORE " LE PARTI de MAURICE THOREZ " ?

cessité de perspectives plus larges qui, seules, permettront une mobilisation des masses assez puissante pour engendrer la chute du gaullisme. Les directions du P.C. et de la S.F.I.O. sont donc obligées d'avancer des esquisses d'alternative et de répondre à leur manière au besoin d'unité commandé par la situation.

Maurice Thorez a parlé de la « passion de l'unité » qui aurait dominé le XVII^e Congrès. En fait, dans ce domaine politique essentiel, le P.C. n'a pas changé, sur le fond. Le « programme commun » reprend tous les vieux thèmes réformistes chers à la direction stalinienne ; les seules nouveautés sont dans le vocabulaire mais on sait d'expérience que, dans ce domaine, les staliniens sont passés maîtres. On parle un peu plus du socialisme... pour après. La démocratie n'est plus « rénovée » mais « véritable » ; elle représente une étape « relativement courte » mais « forte et stable »... dans le cadre du passage pacifique.

On peut retourner, suivant la conjoncture, ces mots dans tous les sens, le fond reste le même : c'est la révolution par étapes, avec seulement l'étape démocratique bourgeoise comme centre d'intérêt pour le P.C.F.

Toutefois, il est intéressant de constater la résonance que peuvent avoir certaines velléités de Front Unique, dans la mesure où la S.F.I.O. est prête par nécessité, à répondre parfois spectaculairement à certaines propositions. Il est un domaine où la direction du parti a su avec habileté laisser échapper la vapeur. Il s'agit du profond courant d'hostilité qui s'est manifesté à l'encontre de la candidature Defferre. Il y avait là un moyen de pression très important sur les conversations qui se déroulent en coulisse avec les dirigeants molletistes de la S.F.I.O. On a pu remarquer que Fuzier n'a pas eu la même analyse du Congrès que Defferre...

Face à cette situation, l'opposition de gauche dans le P.C.F. doit pouvoir s'appuyer sur le désir de perspectives qu'ont les militants pour transformer cette « démocratie de courte durée » en étape de transition et commencer, là où ce sera possible, à avancer l'idée de réformes de structures non capitalistes comme moyen de propagande et d'éducation de la classe ouvrière. Ces problèmes se posent en particulier, dans les entreprises où les sections commencent à s'interroger sur le problème des nationalisations. Ailleurs, il faudra exploiter la volonté de Front Unique pour la mettre en pratique dans l'action et se servir aussi du refus qui a, parfois, une forme sectaire de toute aventure opportuniste.

Champion de la croisade anti-chinoise

Si, aujourd'hui, le P.C.F. s'efforce par tous les moyens de regagner sa place dans « l'opposition nationale », dans le domaine international, et le procédé n'est pas nouveau, il reprend à son compte les thèses émises il y a quelques années par Casanova, mais en y ajoutant un fumet opportuniste. Grâce à Maurice Thorez, nous saurons aujourd'hui soutenir « tout ce qu'il peut y avoir de positif » dans la politique extérieure de de Gaulle, la coexistence pacifique restant l'unique perspective de nos luttes.

Cette reconnaissance, bien confuse, des contradictions inter-impérialistes n'a cependant pas empêché le nouveau président d'attaquer avec la dernière vigueur les positions chinoises. Ici, la position du parti est significative à maints égards et nous permet de bien saisir le rôle du P.C.F. dans la crise du mouvement communiste mondial.

Allant plus loin que le projet de résolution, le texte adopté représente une des attaques les plus violentes contre le P.C. chinois. L'orchestration était à point : tout parti frère se succédant à la tribune avait droit aux acclamations scandées dès qu'il prononçait le mot de « Conférence Internationale ». Et si plus d'une douzaine de partis ont évité d'aborder le problème, il faut reconnaître que l'intervention de Souslov au nom du P.C.U.S. était dépourvue d'équivoque. Si Thorez reste un des meilleurs défenseurs de la bureaucratie soviétique, celle-ci sait lui manifester sa reconnaissance. Les intérêts sont communs, et face à la « phrase révolutionnaire, gauchiste de Pékin », on a resserré les rangs un peu ébranlés par l'envoi du message de Thorez au « groupe anti-parti » dans une période, il faut le dire, où la lutte de tendance n'était pas achevée en U.R.S.S.

Aujourd'hui, la direction du P.C.F. prend la tête de la croisade, encouragée par le P.C.U.S. et désireuse de couper l'herbe sous le pied à toute critique de gauche dans le parti.

Dans son discours, Thorez n'hésite pas à attaquer indirectement les Italiens et tous ceux qui, « d'un côté ou de l'autre, veulent remettre en cause la ligne du mouvement communiste » en refusant la Conférence Internationale. Cette attaque laisse présager une accélération de la crise actuelle. Déjà, le Bureau Politique français a mis en pratique sa politique en faisant attaquer les communistes italiens par le biais de R. Leroy et de Christian Echard à une réunion des Comités nationaux de la Jeunesse Communiste. A la F.M.J.D. on attaque aujourd'hui certains étrangers.

Fin du monolithisme

Devant toutes ces réactions et dans le contexte décrit plus haut que peut-on dire sur la sensibilité de la base du parti ? Le rapport de Marchais nous semble à cet égard très intéressant. Il est à peu près le seul à refléter, bien que de façon très déformée, les différents courants qui agitent le parti.

Si l'opposition à Defferre fut un des seuls thèmes des débats politiques précédant le Congrès, la discussion sur les statuts fut le second thème où s'affrontèrent plusieurs positions. Marchais insiste beaucoup sur « les camarades qui voulaient aller plus loin ou qui ne comprenaient pas ces statuts » leur appliquant tantôt l'étiquette de sectaire ou d'opportuniste.

Ce qui est vrai, c'est que, pour la première fois, il y a eu discussion. N'a-t-on pas vu, par exemple, à la Conférence fédérale de Paris, des camarades s'étonner de ne pas entendre le nombre de voix obtenues par les candidats élus à bulletin secret, ou d'autres demander pourquoi aucun vote n'était intervenu sur les 800 amendements proposés par les conférences de section. D'autres exemples indiquent encore ce réveil, certes timide, d'une minorité de militants.

La cellule de Pannequin a refusé son exclusion ; la candidature de C. Dupont, à Longwy, a suscité de sérieuses « discussions » avec le Bureau Politique ; il en a été de même pour la promotion de Pronteau dans sa Fédération des Charentes. Que peut-on déduire de tout cela ?

Il existe, aujourd'hui, dans le P.C.F., un certain malaise, dû, en partie, à la nouvelle situation politique que nous avons décrite plus haut, et dû, aussi, même très indirectement, au conflit sino-soviétique. Le monolithisme n'existe plus depuis la crise avec la Chine ; ce couvercle sauté, différentes tendances apparaissent dans le mouvement et ceci pose quelques problèmes à une minorité de communistes de plus en plus nombreuse.

" Assouplissement " et lutte renforcée contre l'opposition

Il n'y a encore, certes, pas d'hostilité réelle à l'égard de la politique globale du parti. Mais une série d'interrogations ayant parfois des origines très locales se manifestent, telles que l'opposition d'une municipalité aux directives souvent inadéquates lancées par le carrefour Châteaudun.

Enfin, la moyenne d'âge assez élevée des directions donnait parfois une impression de sclérose alors que la population active française connaît un très grand rajeunissement et que le parti lui-même voit la moyenne d'âge de ses adhérents diminuer assez considérablement.

Face à cette situation, la direction du parti a préféré prendre les devants et lancer les nouveaux statuts sans que l'on puisse dire qu'ils sont la résultante d'une poussée réelle de la base. De la sorte, la direction va s'efforcer de contrôler pleinement à son profit une lente évolution adaptée aux conditions nouvelles d'intervention.

Cet assouplissement contrôlé va de pair avec le renforcement de la lutte contre tout courant d'opposition. Ces deux aspects se retrouvent, d'une part, dans l'intervention de Garaudy, destinée à ramener les intellectuels au bercail en leur offrant une parcelle d'autocritique et des possibilités plus libérales de travail, et l'intervention de Jeannette Vermeersch destinée à liquider la rébellion de l'U.E.C.

Ce qui sépare ces deux optiques, c'est le fait que les étudiants possèdent une organisation nationale, un journal et un embryon d'appareil avec tout le poids que peut apporter la publicité de leur prise de position. A l'entrée du Congrès, les étudiants, après avoir présenté leur carte du parti, avaient leur serviette fourrée, le vestiaire étant habilité à recevoir tous les cartables contenant plus d'une « Clarté ». Il est vrai que lors d'un Comité National de l'U.E.C., Chambaz justifiait cette mesure par « le danger des provocations fascistes ».

Ici apparaissent toutes les limites de cette « libéralisation ». Il est certain que, pendant toute une période encore, l'opposition à la direction du P.C.F., encore confuse et inorganisée dans son ensemble, sera surtout représentée par un courant droitier, nourri et encouragé par tout le passé opportuniste de la direction du parti et aussi par la conjoncture économique de l'Europe occidentale.

Le remplacement de Thorez

Toutes ces considérations étant faites, il nous est maintenant plus facile de voir ce qui a réellement changé dans le parti avec ce XVII^e Congrès. Il s'agit essentiellement d'un changement de personnel, ce qui, dans un parti aussi bureaucraté, a son importance, mais ce qui s'intègre aussi très bien

ADRESSE AUX DELEGUES
DU XVII^e CONGRES NATIONAL
DU P.C.F.

Pour la réhabilitation d'André MARTY

Ce dimanche 10 mai s'est réuni à Paris le Comité d'Honneur National pour la réhabilitation d'André Marty et de tous les camarades honnêtes victimes de calomnies ou d'injustes sanctions inspirées du stalinisme.

Nous nous adressons à l'instance suprême du Parti communiste français pour que soient prises les mesures de justice qui s'imposent dans l'intérêt de la cause du peuple français.

Nous demandons simplement que soient retirées les accusations fausses et les épithètes injurieuses portées contre Marty et des milliers de camarades : trahison, vol, collusion avec les ennemis du peuple, renégat, policier ou autres termes de ce genre, déformant la vérité et le simple bon sens.

Les insultes portées contre Marty et tant de camarades rejettent sur les grandes épopées : Révolte de la Mer Noire, les Brigades Internationales, la Résistance auxquelles ils ont participé. Ceci détermine chez leurs compagnons de lutte une profonde amertume et une légitime solidarité. Le salissement et l'élimination de ceux que le Parti communiste présente longtemps et justement comme ses héros déconcertent la jeunesse, privent notre cause de forces vives et d'élan révolutionnaire.

Nous suggérons que des commissions du Parti communiste, démocratiquement élues à tous les échelons, révisent tous les cas des camarades sanctionnés ou dénigrés sous des prétextes qui ne s'accordent pas avec la réputation du stalinisme.

Les réhabilitations devraient être publiées. Quant aux responsables des injures commises, les travailleurs communistes décideraient des mesures à prendre à leur égard.

Nous sommes persuadés que ces mesures concrètes de démocratisation du Parti communiste le grandiraient et faciliteraient l'unité pour substituer au gaullisme une nouvelle République et pour aller au socialisme.

Le Bureau National,
mandaté par les 100 membres
du Comité d'Honneur :
Marcel PRENANT, Pierre LAREPE,
Jean CHAINTRON, Roger
PANNEQUIN
(Communiqué)